



S'accommoder du risque industriel et de la pollution atmosphérique : approches sociologiques et psychologiques.

Hervé FLANQUART & Irénée ZWARTEROOK

Maison de la Recherche en Sciences de l'Homme, 21 quai de la Citadelle, BP 35528, 59 383 DUNKERQUE Cedex 1
hflanquart@yahoo.fr

Introduction

Etudier les risques en sociologie, c'est essentiellement se poser des questions sur les déterminants sociaux qui font que les individus ne les perçoivent pas, ne s'en accommodent pas, ne vivent pas avec de la même façon. Et l'idéal du sociologue pour comprendre ces différences est le plus souvent d'en rester au niveau général des forces sociales, de descendre le moins possible vers le particulier, au niveau de la psychologie des individus. La perception du risque est analysée, pour employer un concept durkheimien, en fait social ; et celui-ci doit donc s'expliquer par d'autres faits sociaux, et non par des facteurs qui tiendraient de la psychologie ou de la vie individuelles. Néanmoins, cette position n'est pas unanime chez les sociologues, et ceux d'entre eux qui se placent dans la mouvance de la sociologie compréhensive weberienne ou de l'individualisme méthodologique (comme Raymond Boudon) n'éprouvent pas les mêmes réticences à recourir de manière ouverte à des explications renvoyant à la vie psychique. Non celle d'individus concrets, bien sûr, mais d'individus abstraits, construits comme représentation typique de leur groupe social, de leur classe sociale.

Cette communication a pour objectif de tenter de clarifier les rapports entre sociologie et psychologie dans l'étude de la perception des risques, de voir comment et jusqu'où le sociologue travaillant sur cette question peut s'appuyer sur certains domaines de la psychologie pour expliquer les différences sociales constatées dans ce domaine.

Après avoir tenté de montrer en quoi les deux démarches à la fois se complètent et s'interpénètrent, on utilisera une enquête sur la perception des nuisances et risques industriels dans la région de Dunkerque pour montrer comment le recours à une sociologie s'appuyant sur des connaissances psychologiques peut être opérationnelle pour expliquer certaines différences entre catégories sociales sur cette question.

1 L'explication sociologique est-elle compatible avec l'explication psychologique ?

1.1 Petite précision sur le risque industriel et sa perception

Le risque est la composition d'un aléa – probabilité de survenue d'un événement négatif – et d'un enjeu – dommages potentiels causés par cet événement. Le risque industriel total présent sur un territoire peut alors être vu comme l'addition de risques particuliers – explosion, rejet d'un nuage toxique dans l'atmosphère, etc. -, chacun étant caractérisé par une probabilité de survenue et un ensemble de dommages humains et matériels possibles. Dans l'agglomération dunkerquoise, pourvue de 13 sites Seveso seuil haut, on peut



considérer que doit être prise en compte la somme des risques propres à chacun d'eux et des phénomènes de composition entre eux (effet domino, par exemple).

La perception d'un risque par un individu est une vision subjective de celui-ci, il est, pour reprendre la définition proposée par Patrick Peretti-Watel, « le produit d'un jugement de gravité et d'un jugement de fréquence. » (Peretti-Watel, 2000, p.190-191). Cette perception est le fruit à la fois des informations reçues (et déformées) par l'individu, de ses connaissances scientifiques et de ses propres observations (les bruits et fumées perçues, par exemple).

Cette perception est influencée par de nombreux biais, qui provoquent la surestimation ou l'euphémisation du risque, dans son aspect aléa ou dommages ou dans les deux à la fois.

1.2 Le refus de l'explication psychologique : aux sources de la sociologie française

La sociologie française, sous l'influence de Durkheim, s'est en grande partie constituée en adoptant un regard sur la réalité qui se voulait bien différencié de celui de la psychologie. En introduisant la notion de fait social, et plus encore l'exigence d'expliquer celui-ci par d'autres faits sociaux, Durkheim (1986) a voulu épurer l'analyse des phénomènes sociaux des explications psychologisantes, celles qui faisaient la part belle à la psychologie des individus et négligeaient par trop les forces sociales. Pour Durkheim, l'essentiel de ce qui est dans l'esprit des individus vient de la société, on peut donc se contenter de rester dans l'étude de celle-ci et éviter de descendre dans celui-là pour comprendre les faits sociaux.

Mais pour mieux comprendre ce que cette position implique en matière de relations des sociologues avec les psychologues, faisons le détour par la pensée de Norbert Elias. Quand celui-ci tente d'expliquer, dans *Qu'est-ce que la sociologie?* (1981), les rapports entre individu et société, il invente le concept d'homo clausus, qui lui sert à critiquer la façon qu'a, selon lui, l'homme des sociétés occidentales d'aujourd'hui de se voir comme une « forteresse intérieure » (p.142), un être indépendant qui serait protégé de la force des influences sociales et pourrait faire des choix essentiellement personnels, et donc subjectifs. L'homme moderne se verrait abrité dans une sorte de coquille le fermant sur lui-même, le rendant peu dépendant de ce qui se passe dans la société, autour de lui. Et certaines théories psychologiques peuvent aller dans le même sens, avoir cette tendance à ne prendre que peu en compte l'environnement social, à centrer principalement l'explication des particularités et pathologies psychiques des individus sur leur entourage familial, leur vécu personnel.

Si l'on reprend maintenant ce concept d'homo clausus pour traduire la vision durkheimienne telle qu'elle est exprimée dans *Les règles de la méthode sociologique*, on peut dire qu'elle fonctionne à l'envers de ce que pointe Elias à propos de l'homme moderne et de la représentation de sa situation dans le monde : les individus pourraient là aussi être représentés comme possédant une coquille qui abriterait leur vie psychique, mais le sociologue devrait se désintéresser de ce qui se passe à l'intérieur de l'enveloppe de chacun pour se focaliser sur les forces sociales qui poussent les individus dans une direction ou une autre. Il devrait rester à l'extérieur de la paroi, ne pas chercher à la percer pour pénétrer l'esprit des individus, car ce faisant il risquerait de perdre de vue son objectif d'expliquer du social par du social.

Ainsi, dans les versions caricaturales de la psychologie comme de la sociologie, on aurait des individus enfermés dans des coques assez peu poreuses, la première science se concentrerait sur ce qui se passe à l'intérieur et ferait quasiment l'impasse sur les courants sociaux qui la font bouger, la seconde prendrait le parti inverse.



1.3 Le retour de l'explication psychologique : la psychologie de l'individu idéal-typique

Mais ce programme durkheimien de se désintéresser de ce qui se passe à l'intérieur de cet *homo clausus*, résumé par des impératifs comme ceux de considérer les faits sociaux comme des choses et de les expliquer uniquement par du social n'est pas réalisable. C'est ce qu'énonce Raymond Boudon, quand commentant l'exigence durkheimienne formulée dans *Les règles de la méthode sociologique* (1986), d'aller chercher « la cause déterminante d'un fait social [...] parmi les faits sociaux antécédents, et non parmi les états de la conscience individuelle » (p.109), il la décrit comme une formule obscure. Même si, selon lui, cette obscurité ne l'a pas empêchée de rencontrer, à tort, un grand succès chez les sociologues. Mais comme toute formule, celle-ci est simplificatrice, et Durkheim lui-même – dans le même livre, d'ailleurs – la nuance, et revient en partie sur son exigence de rester du côté externe de la paroi de ce que N. Elias appelle *homo clausus*. En effet, après avoir énoncé son exigence impossible, Durkheim concède que « si la vie collective ne dérive pas de la vie individuelle, l'une comme l'autre sont étroitement en rapport » et que, donc, « si la seconde ne peut expliquer la première, elle peut, du moins, en faciliter l'explication » (1986, p.110).

Ce programme d'expliquer les faits sociaux par d'autres faits sociaux, de ne pas pénétrer à l'intérieur de la coquille pour examiner la psychologie des individus, Durkheim se montre d'ailleurs incapable de s'y tenir quand il quitte le domaine de la théorie pure pour se pencher sur un phénomène social particulier. Ainsi, dans *Le Suicide*, qui fonctionne en partie comme un manuel de sociologie appliqué, il oscille entre les deux positions, la dure qui serait de se tenir le plus éloigné possible de la dimension psychologique des individus, et celle où il y fait appel pour produire ses explications des causes du suicide.

Il est nettement du côté de la première position, quand il explique que pour comprendre la mort volontaire d'un point de vue sociologique, il est inutile de lire – quand elles existent – les lettres laissées par celles et ceux qui ont décidé de se donner la mort : elles ne révéleraient rien des forces sociales en œuvre, puisque celles-ci dépassent l'individu, qu'il n'en est généralement pas conscient de l'influence qu'elles exercent sur lui. C'est au contraire en gommant les différences interindividuelles, en comparant par exemple les taux de suicide des protestants et des catholiques, des ruraux et des urbains, des célibataires et des époux, que l'on peut voir quels sont les groupes sociaux les plus affectés par le suicide et isoler ainsi les déterminants sociaux du suicide. La lecture des lettres laissées pour justifier le geste permettrait certes de comprendre ce qu'untel perçoit et présente comme la cause immédiate de son autosacrifice – il a vécu une peine de cœur insurmontable, l'entreprise qu'il dirigeait a fait faillite, il a subi un autre accident de la vie, etc. –, mais elle ne permettrait aucunement d'agrèger les cas individuels et de remonter à partir de là aux causes sociales, les seules auxquelles doit s'intéresser le sociologue. Aussi, doit-il se détourner de la psychologie de la décision – et même l'ignorer volontairement – s'il veut comprendre le fait social « suicide ».

Jusque-là, la formule de chercher les causes d'un fait social uniquement parmi les faits sociaux antécédents est bien respectée. Néanmoins, quand Durkheim développe son argumentaire pour expliquer que les célibataires se suicident plus que les hommes mariés, les urbains plus que les ruraux, les protestants plus que les catholiques ou les juifs, il ne peut se contenter de dire que ce sont les forces sociales qui poussent plus les uns que les autres vers la mort volontaire ; il lui faut au moins les caractériser. De même ne peut-il laisser son lecteur seul quand, remontant la chaîne des causalités, il a recours à la notion d'intégration pour avancer que si certains (certaines) sont plus fragiles face au suicide, c'est qu'ils(elles) font parties de « sociétés » – familiales, territoriales, religieuses – moins intégratrices que d'autres. Pour convaincre, il est en effet obligé de quitter le strict domaine des forces



sociales, de dire pourquoi un individu a besoin d'être membre de « sociétés » intégratrices, quel manque il ressent lorsqu'il ne bénéficie pas de la chaleur sociale et de la solidarité du village où il est né et a grandi, d'une cellule familiale au moins composée d'une conjointe, de la direction spirituelle et morale du prêtre catholique, etc. Et en expliquant ce qui se joue dans ce besoin et son contraire – le manque –, Durkheim est obligé de revenir vers ce quoi il s'était en grande partie détourné pour fonder méthodologiquement la sociologie : la dimension psychologique des individus. C'est ce qu'il fait quand il écrit : « La vie, dit-on, n'est tolérable que si on lui aperçoit quelque raison d'être, que si elle a un but et qui en vaille la peine. Or l'individu, à lui seul, n'est pas une fin suffisante pour son activité. Il est trop peu de chose » (1993, p.224). Dans cette étape explicative de l'acte suicidaire, il abandonne les forces sociales impersonnelles pour pénétrer dans l'esprit humain, dans la dimension psychologique. Il « casse » la coquille de l'homo clausus, qui alors n'est plus uniquement soumis aux forces sociales qui lui sont purement extérieures, et il s'intéresse aux besoins psychique de l'individu, aux raisons qui font qu'il trouve la vie « tolérable » ou pas. Bien sûr, ce faisant, Durkheim ne cède en rien sur les principes qui lui interdisent de se préoccuper de de psychologie individuelle – ce que ressent telle ou telle personne –, il fait le portrait psychologique d'individus abstraits, idéal-typiques peut-on même dire¹. Celui de l'urbain, du célibataire, du protestant idéal-typiques.

Pour Durkheim, l'être humain, qui est toujours un être social, possède un besoin essentiel : celui d'être intégré dans des groupes sociaux (des « sociétés »), dont il partage, en partie au moins, les buts, les croyances, les intérêts. La vulnérabilité vis-à-vis du suicide s'explique alors de cette façon : si l'individu n'est pas, ou pas assez, intégré à ces groupes, il ne satisfait pas un besoin fondamental de son être social. Le rural qui a émigré en ville, le célibataire isolé dans son foyer, le protestant seul face à Dieu, chacune de ces figures bénéficie d'une grande liberté, mais il tend à satisfaire moins bien son besoin d'intégration, de communion de pensée avec le groupe². Ce besoin de partage et de solidarité avec ses semblables est bel et bien d'ordre psychologique, et l'impossibilité de le satisfaire un manque qui appartient à cette même sphère de la vie mentale. Toute sociologie, même celle de Durkheim, doit donc se préoccuper de psychologie.

1.4 Quel individu idéal-typique ?

Mais quel est cet individu idéal-typique, celui dont Durkheim fait le portrait, définit les besoins psychologiques, celui dont l'insatisfaction peut conduire à une conduite d'autodestruction ? S'agit-il de celui qui représente la totalité des populations de n'importe quelle société moderne, voire de toute société, peu importe son degré de développement économique et sa structure sociale ? Y a-t-il au contraire des différences entre membres de sociétés différentes ? Des variations internes à chaque société, en fonction des groupes sociaux d'appartenance ?

En fait, le modèle psychologique durkheimien de base semble être le même pour les sociétés traditionnelles et les sociétés à économie développée : l'individu éprouve un fort besoin de solidarité, d'être entouré et de partager avec d'autres des objectifs, des intérêts, des sentiments. Et seuls les différents groupes (familiaux, de genre, d'âge...) auxquels il

¹ Durkheim emploie au moins une fois l'expression weberienne d'« type idéal » ; il le fait dans *De la division du travail social*, lorsqu'il évoque une société que l'on pourrait construire par la pensée et qui constituerait le « type idéal » de la « société dont la cohésion résulterait exclusivement des ressemblances », donc dont la solidarité entre les membres ne serait que de type organique (1994 [1930], p.1).

² De même, de façon à première vue paradoxale mais très logiquement si on suit la psychologie durkheimienne, la guerre a tendance à faire baisser le taux de suicide, puisqu'elle provoque un resserrement de la communauté nationale pour faire face à un ennemi commun : la solidarité est plus forte, les liens entre individus plus présents.



appartient peuvent l'aider à trouver un sens à sa vie. Dans les sociétés pré-modernes – à solidarité mécanique – ce besoin est facilement comblé, puisque l'individualisation est faible et l'insertion communautaire forte, et c'est donc l'excès d'intégration qui peut le conduire, dans certaines circonstances, généralement socialement définies, au suicide altruiste (à sacrifier sa propre personne pour le bien du groupe). En revanche, dans les sociétés modernes – à solidarité organique –, l'accroissement de sa liberté, et donc sa moindre solidarité avec le ou les groupes d'appartenance, se paie par un déficit d'intégration et donc une plus forte fragilité face au suicide égoïste. Qu'ils s'expriment dans un contexte où ils ont tendance à être comblés avec excès ou au contraire à être insuffisamment satisfaits, c'est néanmoins la même matrice de besoin de sociabilité – donc la même psychologie de base – que l'on voit en œuvre dans les deux types de société.

Si maintenant on se concentre sur les sociétés modernes, on peut estimer que les individus, qu'ils soient urbains ou ruraux, mariés ou célibataires, protestants ou d'une autre religion, possèdent une psychologie de base identique, mais que leur socialisation passée et/ou la situation qui est la leur à un moment donné dans la société l'infléchissent dans des directions différentes. Le célibataire ne bénéficie pas des avantages de l'homme marié, qui a des « jouissances définies » et « assurées » et donc une « certitude qui consolide son assiette mentale » (1993, p.304), de son côté, le protestant, « davantage auteur de sa croyance » que le catholique ou le juif, et qui a été socialisé dans « la libre recherche », ne peut se passer de cette autonomie qui « apporte avec elle autant de douleurs que de joies » (1993, p.157), tandis que l'urbain, dans cette période d'exode rural que constitue la seconde moitié du XIX^{ème} siècle – celle que Durkheim étudie dans *Le Suicide* –, est souvent un rural monté en ville pour trouver du travail, et donc déraciné : ces trois types idéaux baignent dans une certaine liberté mais sont exclus de groupes à forte puissance intégratrice, ils possèdent donc une psychologie qui présente une fragilité certaine face aux tentations de suicide (leur vase est déjà bien rempli de causes sociales, quelques gouttes de perturbations personnelles peuvent venir le faire déborder).

Pour Durkheim, on peut considérer que si les célibataires, par exemple, présentent un taux de suicide supérieur à celui des hommes mariés (et encore plus des hommes mariés avec enfants), c'est que les individus des deux catégories possèdent le même besoin fondamental d'intégration sociale, mais que les premiers le satisfaisant moins bien que les seconds, ils sont fragilisés dans leur vie psychique personnelle et donc plus enclins à faire le sacrifice de leur vie. On peut soit considérer que ce faisant, célibataires et hommes mariés possèdent la même psychologie idéal-typique, mais que leur situation matrimoniale différente les expose de manière différenciée au suicide (figure 1) ; on peut aussi considérer, sans que cela change grand-chose, que leur situation vient modeler leur vie psychique à partir de la même base, et qu'il y aurait donc une psychologie idéal-typique du célibataire, comme il y en aurait une de l'homme marié (figure 2).

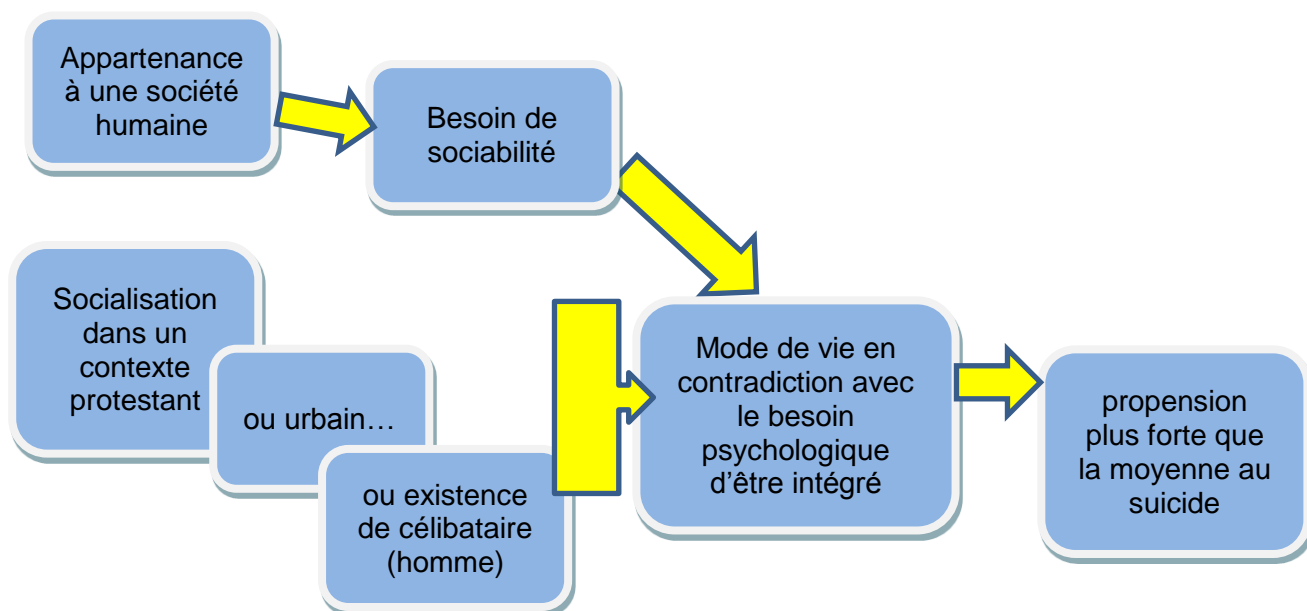


Figure 1 : Les raisons de l'exposition différenciée au suicide selon E. Durkheim.

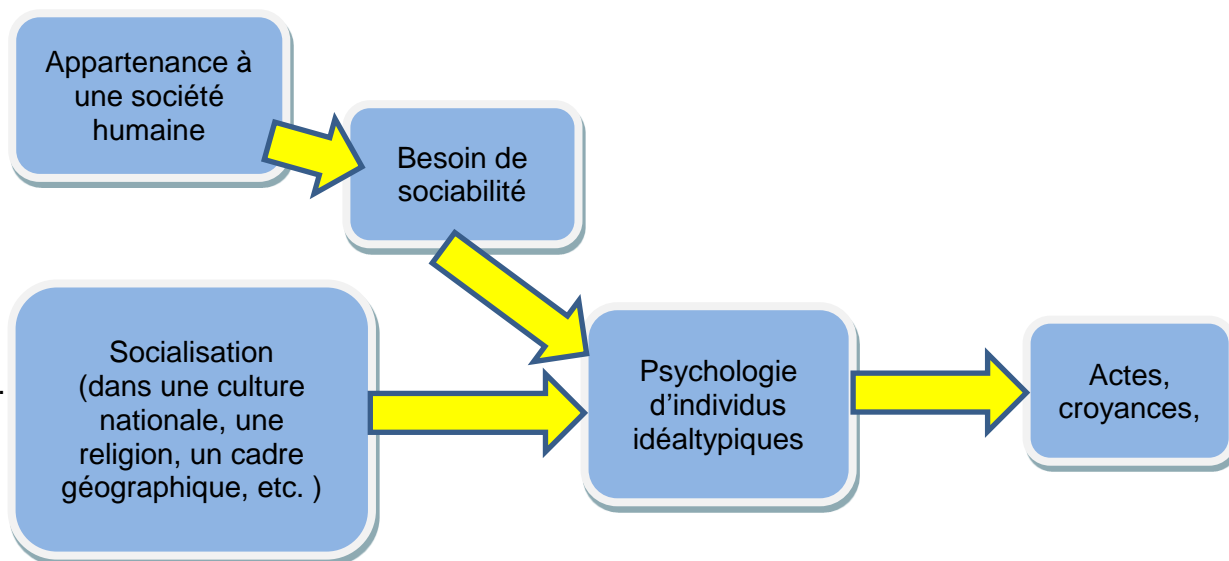


Figure 2 : Comment se forme la psychologie des types d'individus selon E. Durkheim.

1.5 Norbert Elias et les relations entre sociologie et psychologie

Norbert Elias est probablement un des sociologues qui a tenté avec le plus de constance d'explicitier les liens entre sociologie et psychologie. C'est d'ailleurs en partie dans le but de rendre les deux sciences moins fermées l'une à l'autre qu'il a inventé le concept d'homo clausus évoqué plus haut. Pour dépasser ce modèle qui représente l'homme soit comme un être essentiellement subjectif enfermé dans une coquille qui l'isole des forces sociales, soit au contraire comme le pur jouet de celles-ci, et donc sans véritable vie interne propre, Elias travaille les liaisons entre le concept d'« individu » – qui renvoie « à des hommes



interdépendants, mais au singulier » – et celui de « société » – qui renvoie « à des hommes interdépendants, mais au pluriel » (1981), p.150). Selon lui, les deux types d'hommes représentent les deux faces d'une même réalité, qu'il faut éviter de dissocier si l'on veut bien la comprendre ; même si « au cours d'un travail scientifique, il peut être nécessaire et justifié de confier à différents groupes de spécialistes l'exploration scientifique des hommes au singulier et des hommes au pluriel ». La première exploration sera menée par « des psychologues et des psychiatres, », la seconde par « des sociologues et des psychosociologues » (p.150). Mais cette dissociation doit être à la fois provisoire et jamais totale, chaque groupe de spécialiste devant garder l'œil sur le travail de l'autre groupe.

C'est le concept de « configuration » qui permet à Elias de mettre ce programme scientifique en formes. Ce qu'il appelle configuration peut être aussi bien un petit groupe d'amis, deux équipes de football qui s'affrontent sur un terrain ou même une société toute entière. Cette « figure globale toujours changeante » (1981), p.157) inclut les individus dans leur dimension à la fois intellectuelle (et donc aussi psychologique) et physique, mais aussi leurs actions et leurs relations réciproques. Le recours au concept de configuration a selon Elias une grande vertu heuristique, puisqu'il doit faire éclater la coquille qui fait que l'on a tendance, pour parler de l'homme, à construire deux objets différents, qui renvoient à deux sciences différentes : l'homme au singulier, dont s'occupe la psychologie, et l'homme au pluriel, dont s'occupe la sociologie. Grâce à ce concept, l'homo clausus devient homo aperti : ouvert sur sa vie psychique pour le sociologue qui incline « naturellement » à ne le regarder et le voir que dans ses comportements sociaux, ouvert sur sa vie sociale pour le psychologue qui ne s'intéresse en général qu'à son univers subjectif. Si ce dernier continue de focaliser sur l'homme au singulier, ses émotions, ses sentiments, ses représentations mentales, il garde, grâce au concept de configuration, à l'esprit que tout cela est constamment pris dans un champ de tensions avec son environnement ; tensions qui influencent la perception de tout ce qui l'entoure et de tout ce qui est en lui. Le sociologue, de son côté, s'il focalise sur ces tensions, sur l'organisation sociale, les forces collectives qui poussent les individus dans telle ou telle direction, doit s'aider de l'analyse en termes de configuration pour ne plus négliger le fait que les convictions, croyances et actes des individus sont néanmoins le produit de leur vie psychique.

Le sociologue qui campe sur des positions durkheimiennes dures court le risque d'être une sorte de Monsieur Jourdain de la psychologie, un chercheur qui n'a pas conscience d'utiliser dans ses modèles explicatifs une grille d'interprétation psychologique, qui ne l'interroge pas et ne bénéficie donc pas des avancées réalisées dans ce champ scientifique. C'est ce danger que pointe Norbert Elias quand il écrit, à propos de ce qu'il considère comme une utilisation quasi clandestine et profane de la psychologie par « les théoriciens de la sociologie », que ce faisant, « sans aucun esprit critique, ils font entrer dans leurs théories et hypothèses sur la "société" l'une des images présocratiques de l'individu, imprégnées de toutes sortes de jugements de valeur et d'idéaux non fondés » (p.155) ; à trop vouloir respecter la règle durkheimienne de l'explication des faits sociaux par d'autres faits sociaux, ils négligent celle, tout aussi, importante, d'éviter les prénotions (Durkheim, 1986, p. 31)

2 Retour à la perception des risques : les trois types de biais

Ce long détour par les sociologies de Durkheim et d'Elias n'avait d'autre ambition que d'interroger les rapports entre science sociologique et science psychologique sur les questions d'explication de phénomènes observables dans la réalité, la perception des risques n'en constituant qu'un parmi de nombreux autres. Si on veut maintenant comprendre le plus exactement possible ce qui fait que les individus d'une même société perçoivent les risques de manière différenciée, il faut recourir aux analyses développées dans les deux sciences, mais en gardant bien à l'esprit que la société est une configuration, et que si l'on peut dissocier la dimension psychologique des individus (les hommes au singulier) de leur



dimension sociale (les hommes au pluriel) pour les besoins de l'étude, l'objectif doit bien être de les réunir au final.

Pour tenter de bien comprendre et analyser ce qui rend plus ou moins fautive la perception des risques par les individus, il faut avoir recours à la notion de biais (Peretti-Watel, 2003). Et ces biais de perception peuvent être décomposés en trois types différents, chacun d'eux renvoyant à des formes d'explication différentes, des domaines scientifiques différents.

2.1 Les biais cognitifs

Ils constituent une partie de ceux que l'on peut mettre en évidence quand on étudie ce que Norbert Elias appelle les hommes au singulier, les individus abstraction faite de leur appartenance à des groupes sociaux particuliers. On peut dire que ces biais touchent tous les êtres humains, quels que soient le lieu, l'époque ou la partie de l'espace social dans lesquels ils vivent. Par ailleurs, s'en délivrer totalement est impossible, même pour ceux qui les ont scientifiquement étudiés et en possèdent donc une bonne connaissance (Piattelli Palmarini, 1995). Ils ont été mis en évidence et décryptés dans des travaux de psychologie cognitive, notamment ceux initiés par Paul Slovic, Aron Tversky et Daniel Kahnemann. Parmi les biais cognitifs les plus connus et les mieux étudiés, on peut citer, en autres: ceux d'ancrage, qui font que notre première appréciation d'un phénomène, même si elle est par la suite démentie par les faits, continuera à influencer longtemps notre représentation de celui-ci ; les illusions probabilistes, qui font que l'on confond facilement ce qui est le plus typique – le plus facilement représentable – avec ce qui est le plus probable ; la prudence irrationnelle, observable quand l'individu est incapable de prendre une décision, suspendu qu'il est à l'attente d'un résultat non encore connu mais qui pourtant, quel qu'il soit, ne modifierait pas sa décision ; l'incapacité à raisonner spontanément en termes de probabilités bayésiennes, c'est-à-dire à établir des chances d'occurrence des événements en fonction de taux de base différents, etc. Et ces biais, que Massimo Piattelli Palmarini appelle des tunnels mentaux (1995), semblent bien être universels. Certains voient même en eux le résultat des mécanismes de l'évolution darwinienne, et estiment que s'ils entravent aujourd'hui nos capacités de raisonnement, ils ont probablement eu leur utilité dans le passé lointain de l'espèce humaine. Néanmoins, il n'est pas nécessaire d'adhérer à cette dernière hypothèse sur leur genèse pour être convaincu de leur existence et de l'influence qu'ils exercent sur la façon dont les individus prennent en permanence connaissance de leur environnement et l'interprètent.

Notons que ces recherches sur la perception des risques faites par les psychologues cognitivistes ont été vivement critiquées par l'anthropologue Mary Douglas (1992), qui reproche à ces derniers de raisonner comme si les individus étaient interchangeables, déconnectables, le temps des tests qu'ils subissent, de leur milieu social, de leur époque historique, de leur identité sexuée, etc. Elle rejette cette analyse de la perception du risque, faite à partir d'expériences menées en laboratoire sur des individus (souvent des étudiants) considérés un par un, et qui ne prend en compte ni l'influence sociale sur les opinions et les décisions, ni les phénomènes d'intersubjectivité, ni les processus d'établissement progressif d'un consensus au sein des groupes.

Les critiques formulées par Mary Douglas sur les études des psychologues cognitivistes sont sans conteste justifiées, du moins si ces derniers considèrent que leurs travaux sur la perception des risques épuisent le sujet. Elles le sont en revanche beaucoup moins lorsque l'on considère – comme nous le faisons – que les biais cognitifs ne représentent qu'une partie de ce qui conditionne le regard sur les risques, qu'ils doivent être croisés avec d'autres, notamment ceux qui sont liés à l'origine sociale et les conditions de vie des individus.



2.2 Les biais de situations

Ce sont ceux qui dépendent du contexte culturel général (lié au temps historique et à la situation géographique) et de l'appartenance de l'individu à certains groupes sociaux (liés à la profession, l'âge, le genre, le niveau d'intégration sociale, etc.). C'est sur cette dimension culturelle du risque qu'anthropologues et sociologues concentrent leurs recherches, montrant que la position de l'individu dans l'espace social a une influence sur la façon dont il perçoit les risques et s'en accommode plus ou moins. C'est pour mener cette analyse des biais de situation que le sociologue tente de construire le portrait psychologique d'individus idéaltypiques. Ainsi, si l'on veut comprendre pourquoi les habitants des pays pauvres acceptent plus facilement que ceux des pays développés de travailler à des tâches engendrant, à plus ou long terme, des risques pour leur santé, pourquoi ils semblent ainsi « négliger » ces menaces, il faut essayer de recomposer si ce n'est leur psychologie précise, du moins les principales lignes structurant leur façon de percevoir le monde qui les entoure et de se projeter dans le futur. Il faut mentalement se placer dans leur situation et tenter de regarder la réalité comme eux peuvent la voir : comparé au risque immédiat de souffrir – eux mais aussi leur famille – de sous-nutrition, voire de mourir de faim, celui de développer un cancer dans dix, vingt ou trente ans parce que l'on est en contact avec de l'amiante (dans la déconstruction de bateaux, par exemple) ou des métaux lourds (dans le recyclage d'écrans d'ordinateurs) peut paraître à la fois moins élevé et surtout bien plus lointain.

Mais cette vision du présent et de l'avenir, cette psychologie sommaire, le sociologue, l'ethnologue doit l'affiner – pour construire une vraie psychologie idéaltypique – en pratiquant une enquête de terrain qui lui permettra de repérer et isoler certains traits culturels propres à la population étudiée : fatalisme plus accentué dans telle civilisation que dans tel autre, croyance fortement ancrée dans une vie future et qui diminue l'enjeu de la vie présente chez les adeptes de telle ou telle religion, individualisme faible dans certaines sociétés (à solidarité mécanique) et qui amène la personne à plus facilement se sacrifier pour le bien du groupe, etc.

C'est sur ce type de compréhension de l'attitude face aux risques qu'a travaillé Mary Douglas, seule (1992) ou avec Aaron Wildawski (1984). Notamment quand, à partir des deux dimensions qui selon l'anthropologue peuvent définir un groupe – son aspect hiérarchique plus ou moins marqué (appelé grid) et le marquage plus ou moins fort des frontières extérieures (appelé group) – elle analyse la façon dont les individus qui le composent envisagent le risque en général. Il s'agit là d'une forme de psychologie pivot, de vision générale de la vie et des risques, qu'ont tendance à adopter – même si c'est avec des écarts plus ou moins importants – les membres de tel ou tel groupe. Par exemple, les « entrepreneurs », caractérisés par une faible hiérarchie interne et un contrôle faible aux frontières de leur groupe sont-ils, pour Mary Douglas, tendanciellement indépendants et riscophiles, alors que les « bureaucrates », aux caractéristiques opposées, sont au contraire plus facilement routiniers et riscophobes. On voit là que Mary Douglas prend le contrepied des psychologues cognitivistes dans son analyse de la perception des risques, puisque, pour elle, qui examine les hommes au pluriel (Elias, 1981), ce qui compte c'est l'ancrage culturel des individus dans des sociétés ou des groupes sociaux bien définis.

Mais on peut alors lui faire le reproche symétrique à celui qu'elle fait aux psychologues cognitivistes, puisqu'adopter une position culturaliste dure, considérer que seul le contexte culturel (dans toutes ses dimensions) influence la perception des individus est tout aussi fautif que de considérer que les biais sont les mêmes pour les individus quelle que soit leur identité sociale.

Ne pas prendre en considération les biais cognitifs pour expliquer la perception déformée des risques serait se hasarder à aller toujours chercher son origine du côté des facteurs de situation, alors qu'ils ne sont pas toujours en cause ; comme, à l'inverse, ne pas tenir compte



de l'identité culturelle des individus serait risquer de ne pas comprendre une grande partie des causes qui déforment notre vision des réalités physiques et sociales.

2.3 Les biais personnels

Outre les deux types de biais que nous venons d'évoquer, il en existe un troisième, que l'on peut appeler « individuel » ou « personnel », puisqu'il est lié à l'expérience, l'histoire propre de chaque individu. Celle ou celui qui a déjà subi un accident grave d'un type spécifique peut développer une aversion aiguë vis-à-vis des situations qui engendrent le même type de danger : inquiétude en présence d'un chien agressif pour qui a déjà été mordu, phobie du feu pour qui a été victime d'un incendie, etc. L'étude de ces biais, de par le fait qu'ils touchent les individus en fonction de leur histoire personnelle et ne peuvent donc être expliqués par leur appartenance à une société ou un groupe social particuliers, ne relève pas des sciences sociales (ni de la sociologie, ni de l'histoire, ni de la géographie). Pas plus qu'ils n'ont partie liée avec la psychologie cognitive, puisqu'ils ne renvoient pas plus au mode de fonctionnement général du cerveau humain. En revanche, si le traumatisme est important, si l'aversion vis-à-vis d'un certain risque prend la forme d'une phobie handicapante pour la vie sociale de l'individu, cela peut alors relever de la psychopathologie. C'est-à-dire de cette branche de la psychologie qui, dans un but thérapeutique, travaille sur les relations d'un individu isolé avec son environnement et son passé, et qui, de ce fait, est la moins en relation avec les sciences humaines. Même si les pathologies psychiques ont presque toujours une dimension sociale, que l'on ne souffre pas des mêmes troubles mentaux quel que soit le contexte culturel et social.

Ces trois types de biais que nous venons d'examiner sont bien sûr mêlés dans la perception concrète qu'ont les individus des risques. Les démêler est une opération intellectuelle difficile, que tentent à la fois la psychologie cognitive et les sciences sociales. Chacun des deux types de sciences tente d'isoler un sous-ensemble de biais en faisant plus ou moins abstraction des autres. La sociologie et les autres sciences qui s'intéressent à ce que nous avons appelé les biais de situation cherchent à comprendre ce qui, chez les individus, qui appartiennent forcément à une époque, une culture, un lieu géographique, un ou plusieurs groupes sociaux, fait varier leur perception, introduit des biais spécifiques. Par exemple, si l'on s'intéresse aux risques industriels, peut-on se poser les questions suivantes : Perçoit-on différemment les choses si l'on habite près d'industries dangereuses ou si l'on vit loin d'elles ? Si on y est salarié ou si au contraire l'on occupe un emploi dans une entreprise du tertiaire moderne ? Si l'on se situe historiquement avant ou après la catastrophe de l'usine AZF de Toulouse ? Etc.

C'est à ce type de questions que nous avons cherché à répondre à travers une recherche portant sur la perception de la pollution et des risques industriels dans la communauté urbaine de Dunkerque. Nous l'avons fait en ayant toujours à l'esprit que les biais sont de natures différentes et que le sociologue n'a de compétence que pour expliquer ceux de situation.

3 De la désobéissance face aux consignes d'évacuation en cas d'accident industriel

3.1 Méthodologie de l'enquête

L'enquête a été menée par questionnaire en 2008, par un groupe de chercheurs de l'Institut des Mers du Nord (identifié sous le nom collectif de Irénée Zwarterook), auprès de 518 personnes. Le questionnaire a été passé au domicile du répondant, en face à face (voir encadré).

Méthodologie de l'enquête.

Menée au printemps et début d'été 2008 (entre le 22 avril et le 10 juillet) l'enquête a mobilisée six enseignants-chercheurs, un post-doctorant et une équipe de six vacataires (étudiant(e)s de Master).

Le territoire de la communauté urbaine de Dunkerque (200.000 habitants) a été découpé en dix zones d'enquête, relativement homogènes du triple point de vue de la proximité avec les installations industrielles classées Seveso et le type de population y résidant (répartition par PCS assez proche). A l'intérieur de chaque zone, les enquêteurs devaient aller sonner ou frapper aux portes et convaincre les personnes qui leur ouvraient de les accueillir et de répondre aux questions. Les deux quotas à respecter dans l'échantillon de chaque zone concernaient la répartition par genre et par PCS, connues grâce aux données du dernier recensement total de la population (RP 1999).

La passation du questionnaire, qui comprenait des questions fermées et d'autres ouvertes, durait de vingt minutes à plus d'une heure, selon la disponibilité et le désir de parler des répondants. Au total 518 questionnaires exploitables ont été recueillis. Les traitements ont ensuite été réalisés sous logiciel Sphinx Lexica.

Précisons que l'enquête a été rendu possible grâce aux financements conjoints de l'Institut Régional en Environnement Industriel (IRENI), de la Fondation pour une Culture de la Sécurité Industrielle (FonCSI) et du programme RDT2 du MEDAD.

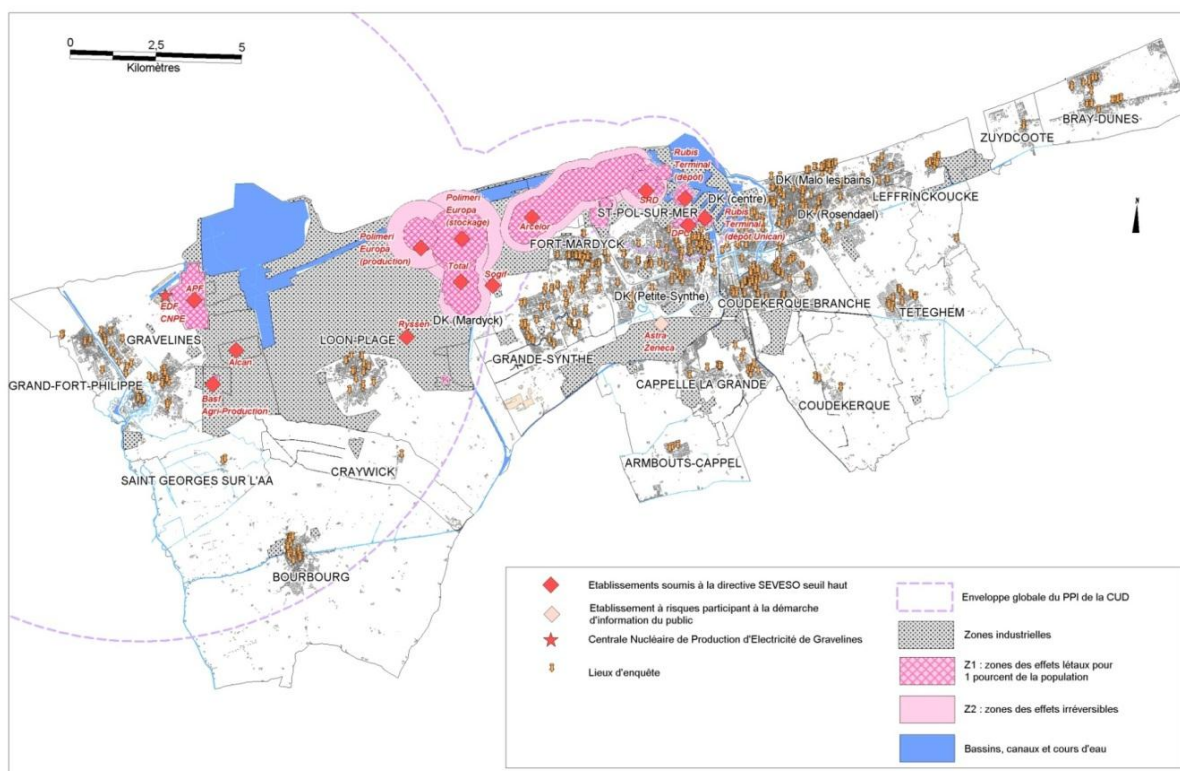


Figure 3 : Le Dunkerquois, ses 13 sites Seveso et les lieux d'enquête.



3.2 Une perception des risques dus à l'industrie qui n'engendre pas son rejet

Soulignons de suite que les tris croisés et l'analyse factorielle prenant en compte les variables sociales et géographiques n'ont pas permis de faire apparaître beaucoup de différences significatives en matière de perception de risques d'accident et de pollution atmosphérique. Dans ce territoire en forte dépendance économique vis-à-vis de l'industrie sidérurgique et de la pétrochimie, il existe un relatif consensus sur la nécessité de garder les industries implantées sur la zone industrialo-portuaire. Ainsi, du côté des associations environnementalistes, les revendications portent-elles plus sur la construction d'une cohabitation la moins nocive et dangereuse possible entre habitants de la communauté urbaine et industries polluantes et dangereuses, que sur le départ de celles-ci (Zwarterook, 2010).

Par ailleurs, si les trois quarts des personnes interrogées déclarent être exposées au risque industriel (regroupement des modalités « très exposé » et « plutôt exposé ») et estiment que la qualité de l'air du Dunkerquois est mauvaise (« plutôt mauvaise » et « très mauvaise ») – et donc sont conscients des dangers qu'elles subissent –, leur comportement quotidien en est peu affecté et la mobilisation contre l'industrie est faible. Ainsi, 90% des répondants déclarent bien parler autour d'elles des problèmes de pollution atmosphérique, mais elles le font le plus souvent dans un cercle de sociabilité restreint – amis, connaissances, voisins, collègues de travail –, rarement avec des élus ou des militants associatifs (voir figure 4). C'est-à-dire avec celles et ceux susceptibles de devenir des lanceurs d'alerte (Chateauraynaud et Torny, 1999) et/ou de peser sur les industriels pour améliorer la sécurité et diminuer les nuisances. Deux faits confirment cette tendance : seuls 3% de la population enquêtée sont membre d'une association environnementaliste, et l'immense majorité (90%) ne se souvenait plus d'avoir reçu la brochure du SPPI distribuée à domicile et qui décrit les modalités d'alerte et les consignes à respecter en cas d'accident industriel ou de pollution accidentelle.

Tableau1 : interlocuteurs des discussions sur la qualité de l'air (Agglomération de Dunkerque – 2008)

Parlent des questions environnementales ...	fréquence
... à leurs amis et connaissances	82%
... à leurs voisins	46%
... à des collègues de travail	45%
... à des élus	13%
... à des membres d'associations environnementalistes.	8%

Si l'on part de ce constat et que l'on tente de construire la perception idéaltypique de l'industrie et de ses dangers de l'habitant de Dunkerque – en accentuant les traits les plus prégnants et en écartant les caractéristiques propres aux minorités, un peu comme Durkheim fait le portrait psychologique du célibataire, du protestant, de l'urbain –, on peut alors le décrire comme imprégné d'une culture industrielle et d'une conviction que la présence de la pétrochimie et de la sidérurgie sur le territoire, malgré les dangers et nuisances qu'elles engendrent, est indispensable à la survie économique et ne peut donc



être vraiment contestée. Bien sûr, cela ne constitue qu'une psychologie abstraite, un portait pivot assez frustré autour duquel s'articulent des variantes plus ou moins éloignées ; néanmoins il permet de comprendre et d'expliquer une bonne part des relations de la population Dunkerquoise avec son industrie.

3.3 Un exemple d'explication par idéaltype : la femme au foyer et son rôle de mère protectrice.

Nous allons maintenant quitter le portrait psychologique de l'habitant de la Communauté urbaine de Dunkerque que nous venons de brosser à grands traits pour faire un zoom avant et tenter celui d'un groupe social spécifique. Même si, comme nous l'avons écrit plus haut, les différences de perception sont assez peu marquées entre groupes sociaux (classes d'âge, PCS ou autres groupes), certains écarts existent néanmoins, notamment quand on se centre sur des questions particulières. Comme par exemple celles portant sur les consignes de sécurité à suivre en cas d'accident industriel, lorsque l'alarme est lancée par sirène, par haut-parleurs, ou par appels téléphoniques personnalisés et automatisés.

Ainsi, si on se centre sur ce qui est déclaré à propos du respect de la consigne de ne pas aller chercher soi-même les enfants à l'école en cas d'alerte, on s'aperçoit qu'il existe des différences sensibles selon les caractéristiques sociales des individus. Pour cette question qui n'a été posée qu'aux parents ayant des enfants en âge scolaire, le premier clivage se situe entre hommes et femmes. Si 38% des premiers déclarent qu'ils quitteraient le quartier comme on leur demande, laissant à l'école le soin de s'occuper de leurs enfants, le taux n'est que de 23% pour les femmes (figure 5). Inversement, 58% des mères contre seulement 35% des pères iraient quand même chercher leur enfants, prenant ainsi le risque de créer une perturbation dans le plan d'évacuation globale. Quand il s'agit des enfants, la désobéissance aux consignes est sensiblement plus féminine que masculine.

Tableau 2 : Respect de la consigne de ne pas aller chercher son enfant à l'école en fonction du genre

	Je quitte le quartier comme on me le demande	Je vais quand même chercher mes enfants à l'école puis quitte le quartier	Je téléphone à l'école pour m'assurer qu'elle s'occupe des enfants	Je demande à une personne d'aller chercher mes enfants à l'école et quitte le quartier	autre	Ne sait pas ou ne se prononce pas	Total
Homme	38%	35%	10%	1%	12%	4%	100%
Femme	23%	58%	6%	3%	5%	4%	100%
Total	30%	47%	8%	2%	8,4%	4%	100%

Source : enquête IMN 2008

Si on essaye maintenant d'affiner le portrait de ces femmes qui déclarent qu'elles ne respecteraient pas la consigne, on constate qu'il s'agit essentiellement de femmes sans activité professionnelle, ou n'en exerçant une qu'à temps partiel. Si les actives occupées à temps plein ou partiel sont 53% à déclarer qu'elles iraient au mépris de la consigne chercher elles-mêmes leur(s) enfant(s) à l'école, elles sont 77% chez les femmes au foyer. Il est vrai que les premières, éloignées de leur domicile et souvent de l'école pendant les heures ouvrables, ont moins de facilité à le faire et déclarent plus facilement que les autres (10%



contre aucune mère au foyer interrogée) qu'elles auraient recours à des solutions de remplacement, comme de téléphoner à l'école pour s'assurer que tout se passe bien ou demander à une personne de confiance d'aller chercher les enfants.

Tableau 4 : Respect par les mères de la consigne de ne pas aller chercher son enfant en fonction de la variable activité/inactivité

	Je quitte le quartier comme on me le demande	Je vais quand même chercher mes enfants à l'école puis quitte le quartier	Je téléphone à l'école...; je demande à une autre personne ...	Autre ou ne se prononce pas	total
Active occupée à temps plein ou partiel	22%	53%	10%	15%	100%
Au Chômage, retraitée, invalide...	20%	60%	5%	15%	100%
Inactive (au foyer)	20%	77%	0%	3%	100%

Source : enquête IMN 2008

Le portrait de celles qui désobéiraient aux consignes en cas d'accident industriel se précise quand on croise le niveau de revenu du ménage et l'activité de la femme, et que l'on constate que lorsque celle-ci ne travaille pas à l'extérieur du foyer, les revenus de ce dernier sont sensiblement plus faibles (figure 7) ; ainsi, les revenus inférieurs à 2.000 euro mensuels représentent-ils 59% dans le premier groupe et 23% dans le second.

Si on dresse le portrait de la « désobéissante », il s'agit donc plutôt une femme sans activité professionnelle et qui appartient à un foyer aux revenus modestes. Dans ce territoire de longue tradition industrielle, cela recoupe les études faites dans la seconde moitié du siècle dernier sur les classes populaires urbaines, leur mode de vie et leurs valeurs (Elias et Scotson, 1997 ; Schwartz, 1990). Ce portrait n'est d'ailleurs pas vraiment modifié par les études plus récentes, malgré la baisse des effectifs du secteur secondaire dans les pays développés. Les rôles sexués au sein du couple y sont souvent plus différenciés que dans les classes moyennes et supérieurs, l'homme se consacrant essentiellement, par son travail extérieur, à l'approvisionnement financier du ménage, la femme se spécialisant de son côté dans l'intendance du logement ainsi que dans le bien-être et l'éducation des enfants (Bourdieu, 1979; de Singly, 1996 ; Kaufmann, 2010).

Tableau 5 : Revenu du foyer selon le niveau d'activité de la répondante

	Moins de 1.000 €	Entre 1.000 et 2.000 €	Entre 2.000 et 3.000 €	Plus de 3.000€	Sans réponse	Total
Active occupée à plein temps ou partiel	2%	21%	37%	38%	3%	100%
	23%		75%			
Inactive au foyer	18%	41%	29%	6%	3%	100%
	59%		35%			

Source : enquête IMN 2008



Par ailleurs, une étude récente sur la vie familiale et le travail des femmes (Mainguené, 2011) montre que les femmes au foyer conservent une vision plus traditionnelle de la famille que celles qui travaillent ; elles estiment ainsi plus facilement que l'éducation des jeunes enfants mérite le sacrifice du travail à l'extérieur. Si, depuis une trentaine d'années, dans la société française, l'activité des femmes s'est généralisée et qu'aujourd'hui une majorité de mères de famille exerce une profession (78% en 2009 contre 43% en 1975), des réticences existent encore, puisque « plus de la moitié des personnes pensent qu'un enfant d'âge préscolaire risque de souffrir du fait que sa mère travaille (53 % des hommes et 49 % des femmes) », et que celles-ci se concentrent surtout chez les femmes au foyer, puisqu'elles sont près de sept sur dix (69%) à avoir cette opinion, cela les mettant, comme le souligne Alice Mainguené, au niveau de la génération des plus de 65 ans (Mainguené, 2011).

Si l'on ne peut savoir si c'est le fait de rester « au foyer » qui donne à ces femmes cette vision assez conservatrice sur le rôle des femmes en matière d'éducation des enfants et les pousse à voir la présence quasi permanente de la mère à la maison comme une nécessité ou si, au contraire, c'est parce qu'elles avaient déjà cette représentation de la famille qu'elles ont renoncé à trouver un emploi (la liaison à double sens est assez probable), il apparaît que le fait d'être au foyer donne à nos « désobéissantes » une vision de leur vie centrée essentiellement sur la vie familiale et les enfants.

On voit ainsi se dessiner le portrait social d'une femme dont le rôle essentiel est celui d'épouse et de mère. Ou plutôt de mère et d'épouse. On comprend alors pourquoi la femme de milieu populaire, qui est le plus souvent au foyer ou qui a une activité salariée à temps partiel, est celle qui éprouve le plus de difficultés à déléguer à d'autres (notamment au personnel enseignant) une partie de son rôle de gardienne du bien-être et de la sécurité des enfants : celui-ci est un pan essentiel de son identité sociale, et l'abandonner pourrait fragiliser celle-ci³. La femme qui travaille à temps plein possède, elle, une panoplie de rôles sociaux plus diversifiés – celui de mère, de conjointe (si elle n'est pas parent isolé), de (co-) pourvoyeuse de revenus du foyer, etc. – elle peut donc jouer celui de protectrice de ses enfants avec un peu plus de liberté, un peu moins de pression sociale peut-être aussi. Elle s'autorise alors plus facilement à déléguer une partie de la fonction de protection de ses enfants aux enseignants et aux autorités administratives quand il s'agit de régler la question de l'évacuation de leur(s) enfant(s) en cas d'accident industriel.

A partir de l'exemple de la plus forte propension des femmes au foyer à déclarer qu'elles désobéiraient aux consignes données en cas d'accident industriel, nous avons bien tenté de composer ici, pour expliquer un fait social, une psychologie idéaltypique. Qui s'appuie sur ce que les travaux des sociologues de la famille ou de ceux ayant travaillé sur les classes populaires nous apprennent de la façon dont les femmes au foyer de ce milieu se représentent la société et le rôle qu'elles doivent y jouer. Et ces sociologues ont eux aussi fait de la psychologie d'individus abstraits. Même Pierre Bourdieu, dont le concept d'habitus peut être vu comme renvoyant, au moins en partie, à ce domaine. C'est en effet une forme de psychologie d'individus idéaltypiques qu'il pratique dans *La distinction* (1979), quand, entre autres choses, il décrit l'habitus des individus des milieux populaires, avec leur intériorisation de la domination de classe, la gêne qu'ils ressentent quand le hasard ou une promotion sociale tardive les amènent à bénéficier de l'attention de « larbins » (vérifier le terme utilisé par PB), l'impératif d'une virilité « affichée » qu'ils subissent et qui les détermine à aimer les sports de contact ou les nourritures consistantes et qui les détourne de tout ce qui apparaîtrait en, matière de nourriture, pratiques culturelles ou goûts esthétiques comme trop féminin.

³ Cela correspondrait, en termes de remise en cause de son identité sociale, à la perte d'emploi pour le mari, qui est censé être le principal pourvoyeur des revenus monétaires de la famille.



Conclusion

Etudier la perception des risques en sociologie, c'est donc à la fois considérer celle-ci comme un fait social et ne pas oublier qu'elle n'est pas que cela. Elle est aussi un fait psychologique, qui plus est de deux natures différentes au moins. D'abord, la perception des individus est cadrée par notre équipement cognitif, le cadre général de fonctionnement du cerveau de notre espèce, avec ses incapacités à appréhender spontanément un certain nombre de phénomènes complexes. Le sociologue doit connaître ce cadre cognitif, sous peine d'aller chercher des raisons sociales là où c'est le biologique qui commande. Ensuite, chaque individu possède un vécu qui, au-delà de son appartenance à une culture, une époque, un territoire, lui est propre. Sa socialisation (dans un pays, une classe sociale, une famille, un système éducatif, des groupes de pairs, etc.) en a fait un individu singulier (Lahire, 1998). En matière de risque, cette singularité peut être articulée avec des expériences personnelles heureuses ou malheureuses, qui, dans certains cas, peuvent l'amener à craindre avec excès ou au contraire appréhender avec une confiance excessive, certains risques. Dans ce cas, il peut s'agir de cas pathologiques qui relèvent de la psychologie clinique et le sociologue a peu à dire là-dessus.

Quand il aborde la perception des risques comme un fait social, le sociologue doit donc éliminer ces deux aspects, qui troubleraient son regard. Mais en a-t-il néanmoins fini avec la psychologie, doit-il aller chercher les explications uniquement dans des forces sociales impersonnelles, sans plus pénétrer dans l'esprit des individus ? Il est évident que non, et d'ailleurs, même Durkheim praticien de la sociologie ne s'applique pas le programme qu'a défini Durkheim théoricien, comme le fait remarquer Raymond Boudon. Pour vraiment comprendre et analyser cette perception, le sociologue doit composer des individus abstraits, idéaltypiques, qu'il doit doter d'une psychologie, rudimentaire mais plausible. Les forces sociales peuvent avoir de la force, comme le dit Durkheim, néanmoins ce ne sont pas elles qui pensent, expriment des opinions, ont des craintes, opèrent des mouvements : cela doit passer par l'esprit d'individus qui, de par leur socialisation au sein d'une culture, d'une classe, d'une génération possèdent des traits communs. C'est composer la psychologie abstraite de ces groupes particuliers composés d'individus aux traits suffisamment communs pour être rassemblés qui constitue une grande partie du travail du sociologue des risques. Et pour ce faire, s'il ne veut pas être un Monsieur Jourdain de la psychologie, il doit lire ceux qui travaillent dans cette science.

Soulignons, pour terminer la difficulté particulière qui existe dans les sociétés développées contemporaines de faire de la sociologie et de composer des idéaltypes, puisque, comme l'a bien montré B. Lahire pour les goûts et pratiques culturelles (2004), les instances et processus de socialisation se sont complexifiés et l'appartenance à de grands groupes assez homogènes est plus rare et rarement exclusive. Ce qui oblige alors à découper plus finement la réalité sociale si on veut composer des groupes possédant une vision de la réalité physique et sociale ou, dans notre cas, une perception des risques assez homogène. Ainsi, peut-être que notre sous-groupe des femmes au foyer des milieux populaire est-il encore trop grossier pour expliquer les résistances aux consignes de sécurité en matière d'évacuation des enfants, et qu'il faudrait le décomposer en fonction de la profession du mari, de l'ancienneté de l'implantation du ménage dans ce territoire à forte prégnance industrielle qu'est le Dunkerquois, etc. Ce que la taille de notre échantillon ne permet bien sûr pas.

Références

- Boudon R. (avec R. Leroux), 2002, Y a-t-il encore une sociologie ?, Fayard.
- Bourdieu P., 1979, La distinction, Paris, Editions de Minuit.



- Douglas M., 1992, « préface à l'édition anglaise de 19 ?? », in De la souillure. Etudes sur la notion de pollution et de tabou, La Découverte.
- Chateauraynaud, F., and D. Torny, 2005, Les sombres précurseurs. Une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque. Paris: Editions de l'EHESS.
- Douglas, M.1992. Risk and Blame. Essays in cultural theory, London: Routledge.
- Douglas, M., and A. Wildavski, 1984, Risk and Culture, An Essay on the Selection of Technological and Environmental Dangers. Berkeley and Los Angeles: University of California Press.
- Durkheim E., 1986 [1937], Les règles de la méthode sociologique, Paris, PUF,.
- Durkheim E., 1994 [1930], De la division du travail social, Paris, PUF quadrige.
- Elias N., 1981, Qu'est-ce que la sociologie ?, Pandora.
- Elias N. et Scotson J., 1997, Logiques de l'exclusion, Paris, Fayard.
- Kaufmann J.-C., 2010, La trame, conjugale : Analyse du couple par son linge, Paris, Pocket.
- Lahire B., 2004, La culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi, Paris, La Découverte.
- Lahire B., 1998, L'homme pluriel. Les ressorts de l'action, Paris, Armand Colin.
- Mainguené A., 2011, Couple, famille, parentalité, travail des femmes : Les modèles évoluent avec les générations, INSEE Première N° 1339.
- Peretti-Watel P., 2003, Sociologie du risque, Paris, Armand Colin.
- Piattelli Palmarini M., 1995 [1993]La réforme du jugement ou comment ne plus se tromper, Paris, Odile Jacob.
- Schwartz O., 1990, Le monde privé des ouvriers, Paris, Presses Universitaires de France.
- Singly F. de, 1996, Le Soi, le couple et la famille, Paris, Nathan.
- Zwarterook I., 2010, Les risques et pollutions industriels sur le territoire dunkerquois : des perspectives à la « concertation, Les Cahiers de la Sécurité Industrielle, n°7.